



## **PROGRAMME DE VEILLE 2024 DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE SUR LES SOCIÉTÉS DU SBF 120**

### **ALERTE N° 4 CONCERNANT SARTORIUS STEDIM BIOTECH SA**

Cette analyse est plus particulièrement destinée aux responsables de l'exercice des droits de vote dans les sociétés de gestion et/ou aux correspondants « gouvernement d'entreprise » de l'AFG.

*L'AFG, qui vient de publier la version 2024 de ses « Recommandations sur le gouvernement d'entreprise », alerte sur les résolutions des assemblées générales des sociétés du SBF 120 contraires à ce code de gouvernement d'entreprise dans le cadre de son programme de veille. Ces analyses ne constituent en aucune manière des conseils en vote. Nous vous rappelons par ailleurs que l'exercice des droits de vote attachés aux titres figurant à l'actif des OPC s'inscrit dans la politique d'engagement actionnarial des sociétés de gestion.*

✂

## **SARTORIUS STEDIM BIOTECH SA**

**DATE DE L'ASSEMBLEE GENERALE : 26 MARS 2024**

### **RESOLUTIONS CONCERNEES PAR LES RECOMMANDATIONS DE L'AFG**

- **RESOLUTION 4 : Approbation de la rémunération des administrateurs**

#### **Analyse**

L'augmentation de 82,6% de l'enveloppe de rémunération des administrateurs n'ayant pas été explicitée dans l'URD, la société, en réponse à la question posée, fait valoir que l'augmentation est destinée à « répondre à d'éventuels sujets qui pourraient surgir au cours de l'année, c'est-à-dire augmentation du nombre de réunions, constitution de comités supplémentaires ».



## **Référence**

### **Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 :II-B 3**

*Il est souhaitable que les membres du conseil soient rémunérés pour le travail qu'ils effectuent. Le montant et l'évolution de cette rémunération doit être cohérents avec les standards et les pratiques en cours dans le pays et le secteur d'activité, et être proportionnés à la capacité de l'entreprise.*

- **RESOLUTIONS 12 et 13 : Renouvellement d'administratrices**

## **Analyse**

Il est attendu de tout membre de conseil d'administration qu'il témoigne de son implication dans la société dont il a accepté un mandat par une détention non symbolique d'actions de la société.

Huit ans après leur entrée au conseil de SARTORIUS STEDIM BIOTECH SA, les administratrices proposées au renouvellement, continuent à détenir uniquement 6 actions de la société.

## **Référence**

### **Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 : II-D-7**

*Tout membre du conseil d'administration ou de surveillance doit détenir un minimum (non symbolique) d'actions de la société.*

- **RESOLUTION 16 : Programme de rachat d'actions**

## **Analyse**

La mention dans la résolution du fait que l'autorisation de rachat par la société de ses propres actions dans la limite de 10% du capital peut être utilisée en période d'offre publique, offre une transparence permettant aux actionnaires une meilleure compréhension des enjeux du vote de la résolution. Cependant du fait de la disparition de notre réglementation du principe de neutralité du conseil en période d'offre publique, ces rachats utilisables en période d'offre sont constitutifs d'une mesure de défense contre les OPA, contraire à nos recommandations.

## **Référence**

### **Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 : I-C 1-1**

*L'AFG n'est pas favorable, et ce dans l'intérêt des minoritaires, à l'existence de dispositifs anti-OPA.*

*Il n'est pas souhaitable qu'une assemblée générale donne par avance l'autorisation d'utiliser, au cours d'une offre publique lancée postérieurement, des dispositifs tels que le rachat d'actions ou l'émission de bons de souscription d'actions institués par la loi du 31 mars 2006.*

*L'AFG considère en effet que la tenue d'une assemblée générale intervenant pendant la période d'offre publique doit permettre aux actionnaires de se prononcer au cas par cas en disposant des éléments*



d'appréciation voulus sur des résolutions autorisant, en période d'offre publique, le rachat d'actions ou l'octroi de bons de souscription d'actions tels qu'institués par la loi du 31 mars 2006.

- **RESOLUTION 19 : Augmentation de capital sans DPS**

### **Analyse**

La résolution propose au vote une délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital sans DPS à hauteur de 30,8% du capital social actuel, ce qui est supérieur à la limite de 10% préconisée par l'AFG en l'absence de délai de priorité obligatoire d'un minimum de 5 jours.

Par ailleurs, dans un contexte de disparition de notre réglementation du principe de neutralité du conseil en période d'offre publique, la résolution n'intègre pas une règle générale d'inapplicabilité en période d'offre publique de l'autorisation d'augmentation de capital conférée.

### **Références**

#### **Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 : I-C 1-1**

*L'AFG rappelle son attachement au principe de neutralité du conseil d'administration en période d'offre publique. [...]*

*L'AFG n'est pas favorable, et ce dans l'intérêt des minoritaires, à l'existence de dispositifs anti-OPA.*

#### **Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 : I-C 1-2**

*L'AFG recommande que les autorisations d'augmentation de capital, sans droit préférentiel de souscription et sans délai de priorité obligatoire, potentiellement cumulées, soient limitées à 10% du capital.*

- **RESOLUTION 20 : Augmentation de capital sans DPS par placement privé**

### **Analyse**

La résolution propose au vote une délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital sans DPS, à hauteur de 30,8% du capital, par placement privé sans qu'il soit justifié de situations particulières.

Par ailleurs, dans un contexte de disparition de notre réglementation du principe de neutralité du conseil en période d'offre publique, la résolution n'intègre pas une règle générale d'inapplicabilité en période d'offre publique de l'autorisation d'augmentation de capital conférée.

### **Références**

#### **Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 : I-C 1-2**

*L'AFG n'est pas favorable aux augmentations de capital par placement privé, sauf justification de situations particulières formellement expliquées par la société émettrice (par exemple : augmentations de capital par placement privé limitée à des obligations convertibles).*



## **Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 : I-C 1-1**

*L'AFG rappelle son attachement au principe de neutralité du conseil d'administration en période d'offre publique.*

*[...]*

*L'AFG n'est pas favorable, et ce dans l'intérêt des minoritaires, à l'existence de dispositifs anti-OPA.*

- **RESOLUTION 21 : Option de sur allocation (green-shoe)**

### **Analyse**

La résolution 21 permet de répondre à une demande additionnelle de participation aux augmentations de capital visées notamment dans la résolution 19 qui ne respecte pas elle-même les recommandations de l'AFG.

### **Références**

## **Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 : I-C 1-1**

*L'AFG rappelle son attachement au principe de neutralité du conseil d'administration en période d'offre publique. [...]*

*L'AFG n'est pas favorable, et ce dans l'intérêt des minoritaires, à l'existence de dispositifs anti-OPA.*

## **Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 : I-C 1-2**

*L'AFG n'est pas favorable aux augmentations de capital par placement privé, sauf justification de situations particulières formellement expliquées par la société émettrice (par exemple : augmentations de capital par placement privé limitée à des obligations convertibles).*

## **Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 : I-C-1-2**

*L'AFG recommande que les autorisations d'augmentation de capital, sans droit préférentiel de souscription et sans délai de priorité obligatoire, potentiellement cumulées, soient limitées à 10% du capital.*

- **RESOLUTION 22 : Augmentation de capital sans DPS à l'effet de rémunérer des apports en nature**

### **Analyse**

La résolution propose au vote une délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital sans DPS, dans la limite de 10% du capital social actuel. Toutefois, le cumul de cette autorisation avec d'autres autorisations proposées à cette assemblée générale pourrait excéder le pourcentage cumulé de 10% préconisé par les recommandations de l'AFG.



Par ailleurs, dans un contexte de disparition de notre réglementation du principe de neutralité du conseil en période d'offre publique, la résolution n'intègre pas une règle générale d'inapplicabilité en période d'offre publique de l'autorisation d'augmentation de capital conférée.

## **Références**

### **Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 : I-C-1-2**

*L'AFG recommande que les autorisations d'augmentation de capital, sans droit préférentiel de souscription et sans délai de priorité obligatoire, potentiellement cumulées, soient limitées à 10% du capital.*

### **Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 : I-C-1**

*L'AFG rappelle son attachement au principe de neutralité du conseil d'administration en période d'offre publique. [...]*

*L'AFG n'est pas favorable, et ce dans l'intérêt des minoritaires, à l'existence de dispositifs anti-OPA.*

- **RESOLUTION 25 : Attribution d'actions gratuites**

## **Analyse**

Résolutions autorisant l'attribution d'actions gratuites à hauteur de 2 % du capital.

Les critères de performance susceptibles de conditionner l'attribution d'actions gratuites n'étant mentionnés ni dans la résolution ni dans les documents d'information des actionnaires pour l'assemblée générale, cette résolution n'est pas conforme aux recommandations de l'AFG.

En outre, il est à noter que la résolution prévoit sans distinction que les bénéficiaires des actions gratuites peuvent être des salariés et des mandataires sociaux sans que les actionnaires soient en mesure d'apprécier la proportion des actions gratuites susceptible d'être allouée à chacun de ces groupes de bénéficiaires contrairement à ce préconise l'AFG.

## **Référence**

### **Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 :**

#### **II-C 4-2**

*L'AFG préconise que la société fournisse à ses actionnaires, dans son URD, des données précises concernant l'ensemble des conditions de performance des plans d'actions gratuites en cours.*

*L'AFG est favorable à ce que soient séparées les résolutions concernant les attributions destinées aux mandataires sociaux de celles qui seraient destinées aux salariés.*

*Il est souhaitable que l'octroi d'actions gratuites soit lié à la réalisation de conditions de performance sur une longue durée (au moins 3 ans, de préférence 5 ans).*

*Les résolutions destinées à autoriser l'attribution d'actions gratuites à des salariés et/ou mandataires sociaux doivent intégrer des critères de performance explicites sur la base desquels seront attribuées lesdites actions afin que l'actionnaire puisse apprécier leur potentiel dilutif en conséquence.*



Ces critères pourront être mentionnés dans la résolution ou dans les documents mis à disposition des actionnaires en vue de l'assemblée générale.

## GOVERNANCE

### 1. Composition du conseil d'administration de SARTORIUS STEDIM BIOTECH SA

Le conseil d'administration de SARTORIUS STEDIM BIOTECH SA comportera, à l'issue de l'assemblée générale 42,8% de membres libres d'intérêts, en conformité avec les recommandations de l'AFG s'agissant d'une société contrôlée (dans l'hypothèse où les résolutions correspondantes seraient acceptées).

| Présenté                            | Nom                | Affiliation                | Qualif<br>AFG        | Taux de<br>présence | Genre | Age | Nat | Durée | Fin du<br>mandat | Nombre de<br>mandats |    | Comités |     |     |
|-------------------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|-------|-----|-----|-------|------------------|----------------------|----|---------|-----|-----|
|                                     |                    |                            |                      |                     |       |     |     |       |                  | DG                   | Ad | Audit   | Nom | Rem |
|                                     | Joachim Kreuzburg  | Président                  | Non-libre d'intérêts | 87,5%               | M     | 58  | DE  | 17    | 2025             | 1                    | 2  |         |     |     |
|                                     | René Faber         | Directeur Général          | Non-libre d'intérêts | 75%                 | M     | 48  | SK  | 4     | 2025             | 2                    | 0  |         |     |     |
|                                     | Lothar Kappich     | Représentant d'actionnaire | Non-libre d'intérêts | 87,5%               | M     | 67  | DE  | 7     | 2025             | 0                    | 2  | M       | M   | M   |
|                                     | Henri Riey         | Durée du mandat            | Non-libre d'intérêts | 100%                | M     | 62  | MC  | 17    | 2025             | 0                    | 1  |         |     |     |
|                                     | Pascale Boissel    |                            | Libre d'intérêts     | 100%                | F     | 57  | FR  | 5     | 2025             | 0                    | 3  | P       | M   | M   |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Susan Dexter       |                            | Libre d'intérêts     | 87,5%               | F     | 68  | US  | 8     | 2024             | 0                    | 1  | M       | M   | M   |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Anne-Marie Graffin |                            | Libre d'intérêts     | 100%                | F     | 62  | FR  | 8     | 2024             | 0                    | 4  | M       | P   | P   |
|                                     | Romaine Fernandes  | Représentante des salariés | Non-libre d'intérêts | Nouveau             | F     | 54  | FR  | 1     | 2026             | 0                    | 1  |         |     |     |

### 2. Spécificités

- Les statuts de la société SARTORIUS STEDIM BIOTECH comportent des actions à droit de vote double sous condition de détention de quatre ans.
- La société ne se conforme pas aux recommandations de l'AFG qui préconisent l'existence de deux comités distincts de rémunération et de sélection.



- Taux d'assiduité inférieur à 76% pour un membre du conseil d'administration.

✉

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de mes sentiments distingués.

Jérôme ABISSET

